



ILLE-ET-
VILAINE

Communiqué de la FNEC FP-FO 35

« Un homme est mort » disait Paul Eluard au sujet de Gabriel Péri en 1945.

Ce vendredi 13 octobre 2023, un homme est mort et il s'appelait Dominique Bernard. Il y a trois ans, jour pour jour, un homme déjà était mort et il s'appelait Samuel Paty.

La Fédération FO de l'Enseignement en Ille-et-Vilaine, la FNEC-FP FO 35, adresse ses sincères condoléances et tout son soutien aux familles, aux proches, aux personnels et aux élèves du lycée Gambetta dont elle partage l'effroi et la peine. Bien que l'attentat n'ait pas été explicitement revendiqué, il apparaît clairement qu'il s'agit là d'un attentat terroriste visant directement l'école publique et sa laïcité. En cherchant, trois ans après Samuel Paty, à tuer à nouveau un professeur d'Histoire, l'attaque était clairement ciblée : c'est l'essence même de l'école de la République qui était visée.

Pour Force Ouvrière, cet évènement tragique souligne une nouvelle fois la nécessité de protéger, autrement que par des discours, l'École publique et ses personnels qui mettent leur vie au service du droit à l'instruction des élèves. Il faut qu'enfin tous les moyens exigés par les personnels et leurs syndicats pour assurer la sécurité des établissements soient donnés. Que le métier de professeur puisse, en France, être considéré comme « à risque » est inacceptable.

Ce communiqué doit être l'occasion, non seulement d'un hommage au courageux professeur d'Arras, mais d'une réflexion sur ce que signifie la répétition de telles attaques et sur les moyens de les stopper.

Nous demandons, dès à présent, au ministère de prendre ses responsabilités en donnant le message clair que les instances où siègent les représentants syndicaux soient convoquées dans les plus brefs délais, et que tous les moyens soient donnés pour accompagner les familles, les personnels et les élèves. Comment se fait-il que l'ancien ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, se soit opposé pendant 8 mois après l'assassinat de Samuel Paty à ce que le Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de travail (CHSCT) se réunisse dans l'académie de Versailles pour mener l'enquête prévue dans les prérogatives de cette instance ?

Est-ce en fermant plus de 11 000 postes depuis 2017 que notre ministère entend protéger ses agents ?

Est-ce en nommant des référents « bien-être » et autres ambassadeurs du harcèlement et de la laïcité et en publiant un énième numéro vert que notre ministère entend protéger ces agents ?

Le ministère serait bien avisé de renforcer le nombre de postes statutaires dans nos écoles et de créer des postes de médecins scolaires, d'infirmières, de surveillants, d'assistantes sociales, d'enseignants spécialisés, de PsyEN...

Enfin, Force Ouvrière constate que le ministre n'a pas estimé nécessaire que les personnels du 1er degré aient un temps dédié pour évoquer le drame qui est survenu. L'école primaire n'est pas une garderie nationale mais le lieu de l'apprentissage des savoirs essentiels. Tous les personnels de l'Education Nationale sont concernés. Assassiner un professeur, c'est attaquer l'école publique et ses agents qui ont plus que jamais besoin de soutien et de protection !

Force Ouvrière n'acceptera pas que, comme après l'assassinat de Samuel Paty il y a trois ans, la mort de Dominique Bernard ne soit suivie que de promesses non tenues. Les minutes de silence, aussi légitimes soient-elles, ne peuvent tenir lieu de réponse au drame que la République et son école traversent.